L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

NOUVELLE-ORLEANS, LUNDI MATIN, 7 JANVIER 1856.

Imprimé et publié par
G. F. WEISSE & Co.,
EDITEURS-PROPRIETAIRES:
G. F. WEISSE. H. DUPOUY.
E. DUVERGER. E. BARRY.
Rue de Chartres No. 83, entre Conti et Bienville.

NOUVELLE-ORLEANS:
LUNDI MATIN, 7 JANVIER.

ABONNES A LA SEMAINE.

Les porteurs de l'ABEILLE sont autorisés à recevoir des abonnements à la semaine, à raison de 25 cents pour les six numéros. Il est présenté tous les jours dans nos bureaux des personnes qui désirent s'abonner pour un mois ou deux, mais comme en leur ouvrant un compte particulier pour une aussi courte période nous surchargerions sans profit la comptabilité, nous avons résolu de tout confier en autorisant nos porteurs à nous représenter. C'est donc à ces derniers que les abonnés à la semaine devront payer le montant de leur abonnement hebdomadaire.

AFFAIRES PUBLIQUES.

Les choses prennent un aspect menaçant à Washington. On sait qu'en vertu du traité Clayton-Bulwer les Etats-Unis et l'Angleterre se sont réciproquement engagés à n'exercer aucun droit de souveraineté ni aucune espèce de protectorat sur le territoire dont se composent les Etats de l'Amérique Centrale.

Or, à l'époque où le traité a été conclu, l'Angleterre avait sous son protectorat cette partie du Nicaragua qu'habitent les Indiens Mosquitiens. Au lieu de laisser à ces derniers leur pleine indépendance, conformément aux termes de la convention, elle a prétendu qu'ayant traité directement avec eux, *du temps de la domination espagnole*, elle pouvait continuer à exercer ses droits sans violer la lettre ni l'esprit d'un traité qui ne s'appliquait qu'aux Etats actuels de l'Amérique Centrale.

Les Etats-Unis prétendent au contraire que l'Angleterre a pris l'engagement *absolu* de n'exercer dans le présent et dans l'avenir l'indépendance des Etats de l'Amérique Centrale et qu'en continuant à exercer ses droits de souveraineté ou un simple protectorat sur une partie quelconque de ce territoire, elle viole le traité et autorise le gouvernement américain à soutenir énergiquement ses propres droits.

C'est l'opinion qu'a émise le président dans son message, et une dépêche du 1er de ce mois nous apprend que M. Clayton a pleinement approuvé, au Sénat, l'attitude prise par M. Pierce; les Etats-Unis doivent maintenir leur interprétation du traité qui est la seule raisonnable. M. Clayton, prenant ensuite la parole, a déclaré que l'honorable du pays commandait au gouvernement de ne pouvoir admettre d'autre interprétation. M. Weller et M. Seward ont exprimé la même opinion. Tous ont déclaré qu'ils étaient prêts à soutenir la doctrine de Monroe sur la non-intervention des puissances européennes dans les affaires du continent américain. En somme, on paraît à Washington fort peu disposé à céder à l'Angleterre.

On sait qu'le président a envoyé son message au Congrès avant l'organisation de la Chambre, celle-ci a considéré cet acte comme une flagrante déroglation aux convenances parlementaires, et a refusé de recevoir le message.

Quoique la Chambre ait repoussé le message sans lire, il n'en est pas moins important de savoir qu'il n'en a pas moins connu du public, et les représentants-ministres, s'ils n'ont empêché la lecture dans la Chambre, ont dû se flatter d'en prévenir connaissance chez eux.

Nous commencions que le président a fort bien fait d'envoyer une bonne fois son message au Congrès. Les affaires publiques ne doivent pas souffrir des divisions intestines qui ont pu se produire dans celui-ci. Il n'a pas été nécessaire pendant tout un mois, M. Pierce en a eu raison de ne pas attendre plus longtemps.

Au dessous de ces premiers, il y a la nation qui désirait connaître officiellement la situation du pays.

NOUVELLES ETRANGERES.

Nous avons reçu samedi les journaux européens jusqu'au 1er du *Purgie*. Ils vont jusqu'au 1er du mois pour l'Angleterre et jusqu'au 12 pour le Continent. La presse de ces deux hémisphères ne nous apporte rien de bien remarquable. Nous pensons que le lecteur aimera mieux connaître ce qui se pense et ce qu'on dit de nouvelles politiques dans les deux hémisphères.

L'Angleterre a complètement cédé à la pression de la France, et les cabinets de Paris et de Londres sont complètement d'accord. Il ne reste plus de conflits entre les deux puissances, mais seulement entre eux, même et le cabinet de Vienne. Or, l'on soupçonne que ce sont pas encore, connues dans le monde, les ouvertures qui ont été faites, et s'il a réellement déclaré que ces conditions arrêtées par tout les gouvernements orientaux, seraient à ses yeux un ultimatum qu'elle satisfera ou laissé, et qu'en cas de refus de l'acceptation par cette puissance, il y a à craindre que l'Angleterre et la France ne veuillent imposer par la force ce qu'on aurait voulu s'accorder amiablement à Saint-Petersbourg. Si l'Autriche a réellement déclaré que ce qu'elle a les raisons les plus sérieuses de compter sur l'acquiescement de la Russie.

Mais l'Autriche actuelle peut-elle compter sur l'acquiescement de la Russie?

Après quelques sont les conditions du pays de l'Angleterre et de la France, et les cabinets de Londres, de Paris et de Vienne, et auxquelles elle manque publique l'adhésion de la Russie. Quoique cette dit pas encore, ou du moins nous ne l'ayons pas lu, cependant à peu près sûr pour ne ne les informer que les autres mettent en avant, ne sont pas autre chose que les quatre bases, ou plutôt les quatre conditions de la mère Noire, indépendance des Principautés, etc.

Les journaux qui nous montrent plus de réserve, ils se contentent de dire que ces conditions seraient parfaitement satisfaisantes pour les puissances qui les ont proposées, sans avoir rien d'humiliant pour la Russie.

Après la prise de Sébastopol, certains organes de la presse française répétaient que si les Russes voulaient être satisfaits, il faut que Russie qu'à des conditions nouvelles et beaucoup plus durées qu'à l'époque des conférences. Aujourd'hui, Angleterre et France, indignées recommencent qu'on ne peut rien imposer à la Russie qui puisse l'humilier comme nation. Si quelque chose peut, en effet, amener le rétablissement de la paix, ce serait ces sentiments de modération.

Une correspondance de Londres, examinant les probabilités de paix et les conséquences qu'elle aurait pour l'Angleterre, mentionne certaines tendances d'après lesquelles, si lord Palmerston avait eu le ministère pour donner son assentiment aux conditions de paix proposées, il ne serait pas impossible que lord John Russell accepta de nouveau un portefeuille dans le cabinet actuel. Plus, la plus une fois conclue, lord Palmerston se démettrait de ses fonctions de premier ministre et de leader de la Chambre des Communes, pour aller remplir à la Chambre des Lords le rôle de lord John Russell qui ne peut le vieux marquis de Lansdowne.

On a cependant renoncé à régler en ce moment, au moins des complications de la guerre. Les quatre puissances ont informé des Principautés danubiennes. Les quatre commissaires extraordinaires qui devaient, pour l'Angleterre, le Autriche, la France et la Turquie, commencer une enquête sur la situation, et dont l'arrivée était déjà annoncée à Bucharest, ont reçu contre-ordre. Tout reste *de statu quo*. Cependant les candidats à la Hospodarat ne sont pas produisant pas.

Une [illegible] Vienne, le *Fremdenblatt*, [illegible] quatre aspirants au trône [illegible] la Valachie. Ce sont le prince Alexandre Ghika, le prince Calimaki, ancien ambassadeur de la Porte à Paris, Moldave d'origine et enfin Zamfirescu, actuellement gouverneur de Salonique.

Le ministère ottoman doit être fort embarrassé de choisir, car aucun de ces quatre prétentions divergentes qui s'appuient autant sur des services rendus que sur les recommandations des puissances étrangères. Cette dernière, sans doute, l'engagé dans la voie dans laquelle elle jusqu'à la fin de la guerre : les mouvements serait, à cette époque, moins sensible aux influences de toute nature qui l'ont ménager aujourd'hui.

Une lettre de Vienne confirme la nouvelle de l'agitation causée du différend entre le Piémont et la Toscane. Les conditions de l'ultimatum qui sont pas encore connues dans le monde, ou sont seulement que toutes les notes diplomatiques échangées seront retirées et que la légation sarde rappelée à son poste.

Le roi de Sardaigne est rentré le 11 décembre à Turin, de retour de son excursion en France et en Angleterre.

Après des bruits de paix, dont il est question plus haut, nous allons oublier de dire qu'il existe une opposition complète entre le langage de la presse anglaise et celui de la presse française. Les journaux anglais, sous le sentiment de l'injure de revanche que leur pays a à prendre, au point de vue militaire, poussent à la continuation de la guerre. On ne peut se dissimuler, en effet, leur reagnation, leur souffrance à supporter les plus dures privations, le rôle de la Grande-Bretagne dans la Baltique. Et vient d'éclater une troisième campagne pour se relever de cet abaissement national.

Mais [illegible] est pas aime de la France. Elle a eu le [illegible] au rôle à l'Alma, à Inkerman, à Balaklava, [illegible] à Bomarsund, [illegible] sur un [illegible] une batterie française, [illegible] l'avis de l'amiral Dundas, [illegible] de dégager [illegible] Kertch, [illegible] bombardée et canonnière française venaient pour reprendre la lutte, alors que les canonnières et les bombardes anglaises étaient hors de combattre leur feu. Au point de vue de la gloire militaire, de l'influence reconquise en Europe, la France a donc bien d'être complétement satisfaite, et n'a plus grand'chose à gagner, sous ce double rapport, à la prolongation de la guerre. C'est ce que comprennent les journaux français, et ce qu'ils ne cessent de faire sentir aux journaux de l'Angleterre dans leur ardeur belliqueuse, lorsque ils parlent de la prolongation de la guerre et des conséquences qu'elle pourrait avoir pour les différentes parties de l'Europe, comptant de quelque temps, se réaliserait.

Nous avons reçu le 13 décembre par la publication d'une dépêche du maréchal Pélissier, qu'une rencontre sans importance avait eu lieu en Crimée, le 8 de ce mois, entre les Russes et les Français. Deux à trois mille Russes ont [illegible] mais sans succès, de s'emparer des principales positions françaises dans les parties les plus avancées de la vallée de Baidar. L'engagement, dont on ne comprend guère bi le but ni l'utilité, n'a duré qu'une heure et n'a eu d'autres résultats que de laisser aux mains des Français une trentaine de prisonniers. Les pertes ne sont pas indiquées.

Une dépêche reçue en Angleterre a déjà après que la garnison de Kars, pressée par la famine, a été obligée de capituler. Cette chute était prévue; les assiégés avaient fait connaître à leur gouvernement qu'ils ne pourraient tenir au delà du 18 novembre, si des secours efficaces ne venaient soulager leur détresse. Sans vouloir en rien amoindrir le succès remporté en cette circonstance par l'armée russe, on peut facilement comprendre qu'il n'a plus aujourd'hui une aussi grande importance que celle qu'il eût eue au début de la campagne ou même après l'assaut raté à la fin de septembre.

Les nouvelles politiques d'Espagne sont peu importantes. Aux dernières dates, on parlait à Madrid d'une nouvelle levée de boucliers parlementaires de la part de la fraction avancée des députés démocrates, qui refusent de se rendre compte de la gravité de l'échec récemment infligé à leurs opinions et à leur conduite.

Les conférences convoquées à Copenhague pour examiner la question des péages du Sund ne tarderont pas à s'ouvrir. Le ministre de Suède, en l'absence duquel on ne pouvait pas engager les délibérations, est retourné à son poste et ses instructions ne devaient pas tarder à le suivre. L'envoyé spécial de la Russie dont la présence était également indispensable, est arrivé le 7 décembre dans la capitale du Danemark.

LA PLACE DE SHERIF.—L'installation du nouveau shérif rencontre toutes sortes de difficultés. On connaît tous les détails de la procédure instituée par M. Bell contre M. Huffy. Celui-ci, après avoir obtenu gain de cause devant les tribunaux, est allé à Baton-Rouge où sa commission lui a été remise. Muni de cette pièce qui, selon toutes les apparences, devait assurer son entrée en fonctions, il s'est présenté samedi au bureau de M. Mandeville Marigny, qui l'a parfaitement accueilli, mais qui lui a dit qu'il ne pouvait lui céder la place. Il paraît que M. Bell a signifié à M. Marigny que s'il livrait ses livres, bureaux, etc., à M. Huffy, il lui ferait un procès en dommages. Ce dernier va, dit-on, demander aujourd'hui un writ de *quo warranto* pour que M. Marigny d'clare pourquoi il continue à exercer les fonctions de shérif.

CONGRES.—Le bruit a couru ici samedi que Banks, le candidat des free-soilers, avait été élu *speaker* de la Chambre des Représentants. La nouvelle aurait été apportée de Montgomery à Mobile. Le télégraphe ne fonctionnant pas en ces deux villes, aucune dépêche transmise à partir du 1er courant n'a été reçue à la Nouvelle-Orléans par la voie dont il s'agit. Mais nous voyons aussi qu'il a été reçu par la ligne de l'ouest des dépêches du 5 courant, qui gardent le plus complet silence sur la prétendue élection de M. Banks. Nous espérons que la nouvelle est dénuée de fondement.

HAVANE.

Arrivée du Cahawba.

Le steamer *Cahawba*, capitaine Bullock, est arrivé samedi dans notre port, venant de New York et de la Havane. Il nous apporte des nouvelles que Galveston, cette dernière ville inscrite à courant. De grandes réjouissances y ont eu lieu à l'occasion du jour de l'an. Il y a eu revues, parades, festins, etc., et le soir toutes les casernes ont été illuminées. Le capitaine général a donné un grand repas aux autorités et aux notabilités de la ville. Un général russe, qui se trouve en ce moment à la Havane, était aussi du nombre des convives.

L'état sanitaire de Cuba est très satisfaisant.

INCENDIE D'UN BATEAU A VAPEUR.—Le bateau à vapeur *Mediator* a pris feu le 4 de ce mois, à onze heures du soir, à environ cinquante milles au dessus de Vicksburg. L'équipage et les passagers ont pu se sauver.

Voici sur ce sinistre des détails qui nous sont parvenus hier. Le *Mediator* était parti de Cincinnati pour la Nouvelle-Orléans. Le feu, commencé, le disons plus haut, s'est déclaré à bord dans la nuit du 5 courant; deux minutes après que le navire avait été signalé à la hauteur de Vicksburg. Le bateau était complètement enveloppé de flammes. Le pilote gouverna vers la terre, mais le steamer après l'avoir touchée de sa proue a été emporté par le courant et s'est échoué un peu plus loin. Le bateau s'est ensuite mis à la proue des flammes.

Les personnes dont les noms suivent se trouvaient à bord; elles ont été recueillies par le *Wm Noble* et sont arrivées hier à la Nouvelle-Orléans : MM. Pagewith, Parsch, Joseph Jones (bar keeper), Louisa, (femme de chambre), James Johnson (pilote) T. Jones, homme d'équipage.

NOUVEAUX TROUBLES DANS LE KANSAS.—Le 15 décembre, de nouveaux troubles ont éclaté au Kansas entre les partisans et les adversaires de l'esclavage. C'était un jour d'élection; les armes ont été brisées. La demeure d'un free-soiler a été réduite en cendres. L'incendiaire a été arrêté, mais la populace l'a mis en liberté après avoir brisé les portes de la prison.

IAUGURATION D'UN HOSPICE.—Demain, à midi, aura lieu l'inauguration d'un asyle pour les veuves et les orphelins israélites. Cette cérémonie sera extrêmement intéressante. L'asile est situé dans le quatrième district, au coin des rues Jackson et Chippewa. M. R. F. Jonas prononcera un discours. La population israélite est peu nombreuse à la Nlle Orléans et c'est pour elle un honneur d'avoir pu fonder un hospice et assurer des secours à ses pauvres et à ses orphelins. Les israélites se sont d'ailleurs toujours fait remarquer par leur charité et leur générosité envers ceux qui ont besoin de leur aide et l'infortune.

NICARAGUA.—On verra par un avis inséré plus loin que le capitaine T. P. FISHER, 15 rue Royale, offre, au nom du nouveau gouvernement de Nicaragua, des conditions avantageuses à ceux qui vaudront émigrer dans cette contrée. Les steamers partent de la Nlle Orléans pour San Juan le 16 et le 30 de chaque mois.

M. GSCHWINDT.

Nos lecteurs apprendront avec plaisir que M. Gschwindt, le célèbre et récemment remarquable dont nous avons eu occasion de parler il y a environ un an, vient d'arriver à la Nlle-Orléans, de retour de son excursion dans le Nord et dans l'Ouest des Etats-Unis. M. Gschwindt a son appartement au No. 50, rue de Chartres. Pendant le séjour qu'il a fait à Paris, il a exécuté à l'Hôtel de Ville, devant une foule de personnes, plusieurs tableaux qui ont été admirés. Nous lisons dans un des journaux de cette dernière ville, l'*Union et Amérique* :

Nous avons éprouvé hier un vif plaisir en parcourant l'admirable de M. Gschwindt, qui, bien qu'il ne soit arrivé que depuis peu à la Nlle-Orléans, attire déjà l'attention publique.

Cet artiste semble encore dans la fleur de l'âge et il a acquis une supériorité qu'on retrouve rarement chez les peintres d'un âge plus mur.

M. G. n'a pas perdu de temps. Compatriote du célèbre Rosseau, il quitta de bonne heure son berceau pour aller chercher la gloire à la Grande Amérique. Il alla à Rio de Janeiro, puis il alla à Lima, puis à Valparaiso, puis à Mexico, puis à Cuba, puis à Mobile, puis à Nlle-Orléans, puis à Cincinnati, puis à Pittsburg, puis à Philadelphie, puis à New-York, puis à Boston, puis à Washington, puis à Paris, puis à Londres, puis à Bruxelles, puis à Paris